

**DISPOSITIF D'AIDE REGIONALE A LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RENOVATION  
D'EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DES LYCEES**

**CONVENTION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE  
ET L'EPT PARIS TERRE ENVOL**

**Dossier d'aide n°EX077179**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-332 du 21 septembre 2023.  
ci-après dénommée « la Région »

**d'une part,**

Et

L'EPT Paris Terre d'Envol, située boulevard de l'Hôtel de Ville, 93600 Aulnay-sous-Bois représentée par son président Monsieur Bruno BESCHIZZA,  
ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

**d'autre part,**

**APRES AVOIR RAPPELE QUE :**

La Région a souhaité mettre en place une politique volontariste pour permettre aux lycéens franciliens de bénéficier d'installations nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive. A cet effet, la Région subventionne la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs, couverts ou de plein air, lorsque les installations sportives répondent aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association de l'Île-de-France.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :**

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties, et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de **EPT PARIS TERRE D'ENVOL** au titre du développement des équipements sportifs mis à disposition des lycées, conformément au dossier déposé lors de la demande de financement de travaux **de construction d'un complexe sportif dans la ZAC Cluster des médias à Dugny (93)**.

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de travaux **de construction d'un complexe sportif dans la ZAC Cluster des médias**. (voir article 1) à Dugny (93).

Conformément à la délibération n° 2023-322 du 21 septembre 2023, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 875 000 €, représentant 35 % du coût total HT des travaux plafonnés à 2 500 0000 € HT.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

### **3.1 - REALISATION DU PROJET**

#### **3.1.1 EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE**

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux et inscrire annuellement sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération ;
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses nécessaires à l'exploitation de l'équipement, en incluant sa mise en service et son entretien ;
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région ;
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 20 ans à compter de sa réalisation ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

#### **3.1.2 EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE**

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux et inscrire annuellement sur son budget les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération, en incluant les dépenses nécessaires à l'exploitation de l'équipement, notamment sa mise en service et son entretien, conformément au plan de financement prévu par son cocontractant ;
- ne pas avoir fait démarrer l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

### **3.2 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT**

#### **3.2.1 EQUIPEMENT MIS A DISPOSITION**

Le bénéficiaire s'engage à ce que l'équipement soit mis à disposition à titre gratuit du (des) lycée(s) du secteur : le lycée polyvalent François Rabelais, situé au 1 rue François Rabelais 93440 Dugny et le lycée professionnel Robert Schuman, situé au 5 avenue du général de Gaulle 93440

Dugny et à prendre à sa charge pendant la durée de la convention les frais de fonctionnement afférents à l'utilisation de l'équipement sportif par le(s) établissement(s).

L'usage lycéen devra être :

- de 30 heures par semaine au moins, hors vacances ;  
ou
- de 15 heures par semaine lorsqu'il s'agit d'un Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA), une Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD) ou un Centre Médical Pédagogique (CMP) (annexe d'un lycée) ;

Il est possible de déroger à ces volumes horaires minimaux lorsque le(s) lycée(s) du secteur peu(ven)t justifier d'un besoin satisfait par une des conditions suivantes, ou un cumul des conditions suivantes :

- la présence au sein de l'établissement scolaire d'un équipement sportif permettant de couvrir tout ou partie des besoins ;
- des besoins en volume horaire inférieurs aux minimaux (taille et/ou type de l'établissement et du public accueilli).

En outre, si le bénéficiaire s'est vu attribuer une subvention majorée en raison de la mise à disposition gracieuse d'autres équipements sportifs à destination de lycéens, il s'engage à respecter les volumes horaires minimaux prévus dans le règlement d'intervention du dispositif correspondant à sa situation.

Le bénéficiaire favorisera l'implantation d'un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les sports collectifs, sauf impossibilité argumentée et justifiée, ainsi que l'ouverture de l'équipement à l'ensemble du mouvement associatif local.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

### **3.2.2 PERIODE D'UTILISATION**

#### **a) CAS GENERAL**

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec le(s) lycée(s) mentionnés dans l'article 3.2.1 une convention de mise à disposition définissant le volume horaire d'utilisation de l'équipement subventionné.

Le bénéficiaire ne peut diminuer de plus de 5 % le(s) temps de mise à disposition prévu(s) dans la convention bilatérale conclue avec l'établissement, sauf accord formel de ce dernier. A défaut d'accord, la Région peut demander au bénéficiaire de rembourser la subvention à raison d'un quinzième par année à venir jusqu'à la fin de la durée initiale de la convention.

#### **b) CAS PARTICULIER : VILLE DE PARIS**

La ville de Paris s'engage à convenir avec le Rectorat de Paris que l'équipement subventionné sera mis à disposition gracieusement d'un usage lycéen conformément aux volumes horaires minimaux rappelés à l'article 3.2.

### **3.2.3 OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES A LA MISE A DISPOSITION**

Le bénéficiaire notifie à chaque établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, le règlement intérieur d'utilisation de l'équipement ainsi que les consignes et dispositions de sécurité incendie (dispositifs d'alarme, itinéraires d'évacuation et moyens de lutte contre l'incendie). Toute modification est notifiée dans les mêmes conditions sous un délai de huit jours.

Le bénéficiaire assure le bon entretien de l'équipement, il veille à l'affichage du règlement intérieur de l'équipement ainsi que des conditions d'évacuation des locaux, et prend toutes mesures de nature à interdire l'utilisation de l'équipement en dehors de toute surveillance.

Il s'engage à fournir chaque année aux établissements une attestation d'assurance comportant une clause de renonciation à recours.

### **3.3 - OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S ) OU ALTERNANCE(S)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région

### **3.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

### 3.5 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à

des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La communauté d'agglomération bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La communauté d'agglomération met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

### **3.6 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **4.1- CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé à partir des dépenses hors TVA.

### **4.2- REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION**

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 3, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

### **4.3 - REGLES DE CADUCITE**

« Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et d'amortissement. »

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

### **4.4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

#### **4.4.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES**

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention. La périodicité de demande de versement d'acomptes ne peut être inférieure à deux mois.

##### **4.4.1.1 - EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE**

Chaque demande de versement :

- précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

##### **4.4.1.2 - EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE**

Chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;
- précise par le biais d'une attestation du maître d'œuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;
- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

#### **4.4.2 - VERSEMENT DU SOLDE**

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.**

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité



**- EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE :**

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération et de son paiement complet.

**- EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE :**

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.**

**Le versement du solde est également subordonné à la production de la(des) convention(s) de mise à disposition gracieuse de l'équipement sportif que le bénéficiaire aura conclue(s) ou de toute pièce attestant de l'accord entre la ville de Paris et le Rectorat de Paris conformément aux dispositions de l'article 3.2.**

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

**ARTICLE 5 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 3.1.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

$$\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times [(\text{durée initiale du maintien du bien dans sa destination} - \text{durée effective du maintien}) \div \text{durée initiale du maintien}].$$

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 3.2 relatif aux modalités de mise à disposition de l'équipement ;
- en cas de non-respect de l'article 3.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production des justificatifs visés à l'article 4.4.2 de la présente convention.

## **ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France.

## **ARTICLE 7 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

### **7.1- DATE D'EFFET**

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

### **7.2 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE**

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

## **ARTICLE 9 – CONDITIONS SUSPENSIVES**

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production des justificatifs visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION**

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

## **ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux,

le... 23 octobre 2023

le 22 septembre 2023

**Pour l'EPT PARIS TERRE D'ENVOL  
Le président**



**Bruno BESCHIZZA**

**Pour la Présidente du Conseil Régional  
d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et  
de la Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Marjorie LESCURE**

